

Statuts de l'Unité de Formation et de Recherche de sciences économiques et de gestion

**Approuvés par le Conseil de l'UFR le 8 décembre 2016
et par le Conseil d'administration le 27 janvier 2017**

Article 1^{er}

L'Unité de Formation et de Recherche (UFR) de sciences économiques et de gestion de l'Université Lumière Lyon 2 a pour mission de concourir à la formation initiale et continue et à la recherche dans les domaines de l'économie et de la gestion.

Elle entend que ses missions de formation et de recherche s'enrichissent réciproquement en collaboration avec les disciplines complémentaires que sont l'économie et la gestion.

Article 2

L'UFR propose différentes formations en liaison avec les quatre unités ou équipes dans lesquelles les recherches des enseignant-es-chercheur.es sont principalement effectuées :

- CoActis (EA41161)
- GATE Lyon Saint-Etienne (Groupe d'Analyse et de Théorie Economique – UMR 5824)
- LAET (Laboratoire Aménagement Economie Transports - UMR 5593)
- TRIANGLE (UMR 5206).

Les activités de formation peuvent être, dans certains cas, regroupées au sein de pôles thématiques comportant en leur sein des mentions de diplômes qui constituent un ensemble cohérent (soit en termes de sous-disciplines, soit du point de vue des secteurs d'insertion professionnelle des étudiants).

Article 3

L'UFR est administrée par un Conseil et dirigée par un.e Directeur/trice, élu.e par ce Conseil, qui porte le titre de Doyen.ne. La fonction de Doyen.ne est incompatible avec toute autre responsabilité pédagogique ou administrative au sein de l'UFR, ainsi qu'avec la fonction de Directeur/trice d'unité ou d'équipe de recherche.

Article 4

Le Conseil de l'UFR comprend 26 membres répartis de la manière suivante :

- 10 représentant.es élu.es des enseignant.es-chercheur.es, enseignant.es et chercheur.es (5 du collège A et 5 du collège B)
- 4 représentant.es élu.es des personnels BIATSS

- 6 représentant.es élu.es des étudiant.es ou personnes bénéficiant de la formation continue (4 pour le collège du 1^{er} et 2^{ème} cycles, 2 pour le collège du 3^{ème} cycle).
- 6 personnalités extérieures ainsi réparties :
 - Un.e proviseur.e de lycée de l'Académie du Rhône.
 - Un.e représentant.e de la Ville de Lyon.
 - Un.e représentant.e de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire Rhône-Alpes.
 - Un.e représentant.e du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional Rhône-Alpes.
 - Un.e représentant.e de l'Agence pour le Développement Economique de la Région Lyonnaise.
 - Une personnalité désignée par le Conseil d'UFR à titre personnel sur proposition du/de la Doyen.ne, à la majorité simple des membres présentés et représentés.

Article 5

Le/la Chef.fe des services administratifs et financiers de l'UFR assiste le/la Doyen.ne dans l'ensemble de ses fonctions. Il/elle participe aux séances du Conseil, avec voix consultative lorsqu'il/elle n'est pas lui/elle-même élu.e de ce Conseil.

Article 6

La durée du mandat des membres du Conseil est de deux ans pour les représentant.es des étudiant.es et personnes bénéficiant de la formation continue et de quatre ans pour les représentant.es des personnels et les personnalités extérieures.

Article 7

Les élections au Conseil sont organisées conformément aux articles L719-1 et L719-2 du code de l'éducation et aux dispositions réglementaires prises pour leur application.

Article 8

Le/la Doyen.ne est élu.e pour une durée de cinq ans renouvelable une fois, parmi les enseignant.es-chercheur.es, enseignant.es ou chercheur.es qui participent à l'enseignement, en fonction dans l'unité. Il/elle est élu.e à la majorité absolue des membres en exercice du Conseil aux premier et second tours et à la majorité relative au troisième tour.

Sauf circonstances exceptionnelles, l'élection du/de la Doyen.ne doit intervenir au plus tard un mois avant l'expiration du mandat du/de la Doyen.ne en fonction. Le dépôt des candidatures à la fonction de Doyen.ne est obligatoire. Il doit être effectué au plus tard 8 jours avant la séance du Conseil donnant lieu à l'élection, auprès du/de la Doyen.ne sortant.e ou en cas de vacance, du/de la Président.e de l'Université.

En cas de démission ou d'empêchement définitif du/de la Doyen.ne en exercice, le Conseil doit élire un.e nouveau/velle Doyen.ne dans les plus brefs délais à compter de la constatation de la vacance. Le/la Président.e de l'Université peut nommer par arrêté un.e administrateur/trice provisoire chargé.e d'assurer la gestion de l'UFR jusqu'à la date de l'élection d'un.e nouveau/velle Doyen.ne.

Article 9

Le/la Doyen.ne dirige l'UFR et propose au Conseil les orientations stratégiques. Entrent en particulier dans ses fonctions la gestion administrative et financière de l'UFR, ainsi que la préparation et l'exécution des décisions du Conseil. Il/elle peut établir chaque année un rapport sur la gestion et l'activité de l'UFR et soumettre celui-ci au Conseil d'UFR.

Le/la Doyen.ne peut être assisté.e dans ses fonctions par un.e ou des Vice-Doyen.nes élu.es par le Conseil sur sa proposition parmi les enseignant.es-chercheur.es, enseignant.es et chercheur.es qui participent à l'enseignement, en fonction dans l'UFR, dans les conditions de majorité fixées au premier alinéa de l'article 8. Le mandat du/de la/des Vice-Doyen.nes prend effet à compter de la date du conseil ayant procédé à l'élection et prend fin au plus tard avec le mandat du/de la Doyen.ne en exercice, qu'elle qu'en soit la cause.

Article 10

Le Conseil d'UFR est convoqué et présidé par le/la Doyen.ne qui, s'il/elle n'est pas un.e élu.e du Conseil, a une voix consultative. En cas d'absence ou d'empêchement du/de la Doyen.ne, le/la/l'un.es des Vice-Doyen.nes peut présider la séance.

Le Conseil siège en session ordinaire au moins une fois tous les deux mois de septembre à juillet. Il peut être convoqué en session extraordinaire par le/la Doyen.ne ou de plein droit à la demande du tiers de ses membres (cette demande devant préciser l'objet de la/des questions à inscrire à l'ordre du jour).

Le Conseil d'UFR peut être convoqué, selon l'ordre du jour, en formation plénière ou restreinte. Ne participent au Conseil restreint que les élu.es composant les collèges A et B. Tout membre du Conseil d'UFR peut s'y faire représenter en donnant procuration à un autre membre du même collège. Aucun membre siégeant au Conseil ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Le Conseil ne peut siéger valablement que si le quorum est constaté en début de séance (nombre de personnes présentes ou représentées au moins égal à la moitié des membres en exercice). Si ce quorum n'est pas atteint lors d'une première réunion, un Conseil peut valablement délibérer lors d'une seconde réunion convoquée, dans un délai maximum de 8 jours, avec le même ordre du jour, quel que soit le nombre de personnes présentes ou représentées. Les délibérations sont adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Les Directeurs/trices des unités ou équipes de recherche visées à l'article 2, ou leur représentant.e pour Lyon 2, sont invité.es permanent.es du Conseil de l'UFR avec voix consultative. Ils/elles ne

prennent pas part aux votes (s'ils/elles ne sont pas élu.es du Conseil d'UFR). Le/la Doyen.ne est habilité.e à inviter toute personne à participer aux débats sur un ou plusieurs points de l'ordre du jour en raison de ses compétences.

L'ordre du jour du Conseil est fixé par le/la Doyen.ne et notifié à l'ensemble des membres par voie électronique et au plus tard une semaine avant la tenue du Conseil. Il peut être modifié à la demande d'un membre du Conseil en début de séance. La modification doit être approuvée à la majorité des membres présents ou représentés.

Le secrétariat de séance est assuré par le/la Chef.fe des services administratifs et financiers de l'UFR, ou par un.e ou deux secrétaires de séance désigné.es par le Conseil. Les secrétaires de séance préparent le compte-rendu des Conseils que le/la Doyen.ne soumet à l'approbation d'un Conseil suivant avant de le signer. Chaque relevé de délibération de Conseil est transmis au/à la Président.e de l'Université.

L'ordre du jour et les relevés des délibérations du Conseil en formation plénière sont publiés par voie d'affichage.

Article 11

Le Conseil d'UFR, par ses délibérations, règle les affaires de l'UFR de sciences économiques et de gestion et en définit la politique générale.

En formation plénière, les compétences du Conseil d'UFR sont en particulier, et sous réserve des attributions dévolues à l'Université, les suivantes :

- La modification des statuts.
- L'examen et le vote du budget de l'UFR.
- L'organisation, la structuration, le fonctionnement et le contenu des formations relevant de l'UFR, ainsi que les modalités des contrôles des connaissances avant leur approbation par la CFVU.
- L'examen des projets de contrats, de conventions ou d'ententes avec tous autres établissements, UFR ou organismes publics ou privés.
- L'examen de toute question en rapport avec les activités pédagogiques et scientifiques qui relèvent de l'UFR pour en débattre et, le cas échéant, émettre à son sujet un avis ou un vœu.
- Les conditions d'affectation et d'utilisation des locaux universitaires affectés à l'UFR pour les activités liées à l'enseignement selon les dispositions légales et réglementaires.
- La définition d'une politique d'aide à la recherche.

En formation restreinte, le Conseil d'UFR délibère notamment à propos des questions suivantes :

- Les demandes relatives aux créations et renouvellement d'emploi d'enseignant.es titulaires (ainsi que sur les profils associés à ces demandes) après avis des unités de recherche mentionnées à l'article 2.

- Les demandes formulées par l'UFR concernant les enseignant.es invité.es, les supports ATER, ainsi que les emplois de professeur.es associé.es.
- Les demandes formulées par les enseignant.es titulaires quant à leur position statutaire (demande de CRCT, délégation, disponibilité, mise à disposition notamment).
- L'émission d'un avis sur l'attribution des services des enseignant.es-chercheur.es arrêtée en application de l'article 7 du décret n° 84-431 du 6 juin fixant notamment les dispositions statutaires communes applicables aux enseignant.es-chercheur.es.

Article 12

La révision des présents statuts peut être proposée par le/la Doyen.ne ou un tiers des membres du Conseil en exercice. Toute modification devra être adoptée à la majorité absolue des membres en exercice du Conseil. La révision des statuts ne sera exécutoire qu'à compter de son approbation par le Conseil d'administration de l'Université.